

LE DÉBAT PUBLIC SUR L'AGRICULTURE

COMPTE RENDU D'UN DEBAT MAISON

INFORMATIONS SUR LE DEBAT MAISON

Lieu : Legta Montmorot

Date : 12 octobre 2020

Nombre de participant.e.s : 25 (entre 15 et 18 ans)

Quel thème principal avez-vous abordé ?

Alimentation et agriculture : Le prix, la qualité ou les deux ? Pour quel modèle agricole ?

A partir de ce thème, quels sujets ont émergé ? Quels constats ou diagnostics ont été exprimés sur ces sujets ?

Thématiques : Prix, Local, Qualité (sous forme d'un débat mouvant)

Constats :

- Impossible de dissocier qualité et lieu de production (« local »). Difficile de prioriser ces trois critères qui permettent d'évaluer un produit alimentaire.
- Plus local veut dire **moins de transport**. Si nous avons un système qui fonctionne mieux la question d'une production locale ferait partie de la qualité mais aussi du prix.
- Important que l'on arrive à avoir des prix pas trop élevés pour éviter les **inégalités**.
- Prix en bio trop élevé : peu de personnes vont y avoir accès. Cercle vicieux. Consommer local en grande quantité va permettre de faire baisser les prix.
- Produire local permet aux consommateurs.trices de prendre **conscience du travail** qui est réalisé.
- Nécessité de regarder à **long terme** :
 - Qualité des produits est essentielle pour prendre soin de notre **santé**
 - Produire local et réduire les transports a un effet direct sur la **pollution** (qui à son tour va jouer sur notre santé)

L'agriculture biologique : Variations d'un pays à l'autre

Constat : offre de produits biologiques provenant de partout dans le monde, parfois de pays comme le Brésil ou les Etats-Unis où le **cahier des charges** pour se dire en agriculture biologique est bien plus léger.

Ainsi il existe une plus grande flexibilité quant à l'utilisation des **pesticides**.

Soja produit au Brésil contient des traces de pesticides qui ont été introduits dans les champs, illustration d'une agriculture biologique bien moins stricte.

Réaction d'un.e jeune : « A partir du moment où on introduit des produits phytosanitaires ce n'est plus du bio ». C'est inacceptable de vendre ça. **On ment aux consommateurs.trices**.

La qualité de nos aliments et leurs prix

Constat : Accéder à des produits de qualité (d'origine biologique notamment) reste un luxe qui n'est pas accessible à tout le monde.

Un.e participant.e exprime haut et fort : « Nous devons limiter nos visites au supermarchés ! ».

La commercialisation de nos aliments

Constat : Le **suremballage** dans les supermarchés est un vrai problème pour l'environnement tout comme le **gaspillage** trop fréquent et en grande quantité.

A partir de ce thème, quels sujets ont émergé ? Quels constats ou diagnostics ont été exprimés sur ces sujets ?

Les conditions de vie pour nos bêtes

Constat : le **bien-être animal** (notamment lors du transport des bêtes) et les **conditions d'élevage** (notamment intensif) doivent alerter. Le fait d'entasser les bêtes dans des hangars est encore une fois une problématique économique.

Rémunération des agriculteurs

Constat : Les **supermarchés écrasent les agriculteurs** qui voient leurs produits achetés à des prix dérisoires pour être revendus parfois 5x plus cher. Les **offres promotionnels** (allant jusqu'à -90% !) dans les supermarchés sont économiquement rattrapés par les **marges** qui sont appliquées sur les produits.

Les participants étaient-ils globalement d'accord sur ces constats, ou des avis divers, voire opposés, se sont-ils exprimés ? Comment les points d'accord et de désaccord étaient-ils justifiés ?

Durant l'intégralité du débat était représentée une **grande diversité d'opinions et d'avis**. Chacun.e ayant à la fois leur formation agricole mais aussi et surtout leurs contextes familiaux, puisque beaucoup étant filles ou fils d'agriculteurs.trices.

L'agriculture biologique

Bien que beaucoup se soient manifesté en faveur de son développement, certains se sont montrés très critiques. « **On ne pourra pas vivre sans pesticide** » a prononcé un.e participant.e. D'autres ont soulevé un point important en expliquant « si t'es en bio mais que ton voisin est en conventionnel, les projections de pesticides ne s'arrêterons pas à la frontière de son champs. Le bio ça ne veut rien dire. ».

La qualité de nos aliments et leurs prix

Plusieurs participant.e.s ont insisté sur la nécessité de **diminuer le prix** de ces aliments de qualité afin de les rendre accessible pour tous. Plusieurs réactions allant à l'encontre de cette volonté en soulignant que « baisser le prix oui, mais il faut que les producteurs gagnent leurs vies, on ne pas continuer à baisser les prix sans arrête ! ».

La volonté de mieux rémunérer les agriculteurs était partagée par beaucoup de participant.e.s. Mais suite à cette proposition d'augmenter leurs revenus, certain.e.s craignaient l'augmentation du prix des aliments. A ces mot un fils d'agriculteur.trices a réagi : « Les supermarché (GMF) nous font chier, ils nous achètent nos bêtes à 2.5€ le kg pour les revendre 15€ le kg ». Suite à cet exemple les participant.e.s se sont questionné.e.s : « Comment c'est possible ? **D'où sortent ces marges ?** ». Les multiples intermédiaires ont alors été cités : le coût du transport, mais aussi le gaspillage : « Beaucoup de viande part à la poubelle, les marges servent alors à rembourser ce gaspillage ».

Elevage intensif

Alors qu'un.e participant.e s'est prononcée sur la nécessité de revaloriser les éleveurs et leur rémunération afin de leur permettre de se tourner vers un **élevage plus extensif**, un.e autre jeune a réagi en expliquant que « Les intensifs ne manquent pas d'argent, ils cherchent à avoir toujours plus. Augmenter leurs revenus ne changera rien à leur mode de production ».

La commercialisation de nos aliments

Les participants étaient d'accord sur le fait que les produits retrouvés en supermarché sont sureballés et qu'il faut changer et revoir la filière de redistribution en utilisant des **emballages biodégradables** et augmenter la **vente en vrac**

Les participants ont-ils formulé des propositions ? Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

- **Autonomie à l'échelle des foyers** : Peut-être devons nous revenir à une certaine autonomie alimentaire par foyer afin d'être de moins en moins dépendants d'un système qui se dégrade ?
- **Redéfinition du label AB** : Ajouter un **critère de provenance** explicite permettant aux consommateurs.trices. de visualiser rapidement les produits provenant de la France ou de l'Union Européenne et ainsi respectent un cahier des charges bien plus strictes que d'autres pays dans le monde. Le but étant de permettre à tous d'avoir une visibilité sur la traçabilité des aliments qu'ils consomment. Ainsi il existerait en quelque sorte plusieurs degrés de de produits d'origines biologiques.
- **Favoriser le fait-maison** : Sans forcément parler d'autonomie, permettre aux citoyen.ne.s d'avoir connaissance des produits qu'ils utilisent et consomment, savoir ce qu'ils contiennent et comment ils sont fabriqués / produits.
- Prioriser les réseaux locaux : Inciter la vente à la ferme, promouvoir les jardins collectifs en villes et les jardins urbanisés sur les toits, les marchés. -> Nécessité d'**orienter la PAC sur la qualité** des produits.
- Mettre en place des aides qui seraient attribuées en fonction du point de vente.

Vendre à la ferme serait alors plus rentable économiquement qu'exporter.

- **Bien-être animal** :
 - **Abattage à la ferme** grâce à un camion abattoir mobile : Déjà existant mais représente un très faible pourcentage de l'activité. Pourtant cela permettrait d'éviter le traumatisme pour les bêtes d'un long voyage auquel elles ne sont pas habitués, dans le noir, et serrés les unes avec les autres.
 - Rajouter le terme « Bien-être animal » dans tous les textes de lois qui traitent des animaux.
- **Réduire le plastique** au maximum en supprimant la totalité des doubles emballages, en remplaçant les emballages essentiels par des **matières biodégradables** et en favoriser la **vente de produits en vrac**.

Mettre en place des **normes d'emballages réutilisables** imposées pour toutes les marques concernées par un même produit. Favoriser des contenants plus gros et **stopper les portions individuelles**.

Ex : Standardisé des pots de yaourt en verres qui seraient consignés et possible de rendre dans n'importe quel commerce.

- **Quotas de quantité** : Eviter la surproduction en imposant des quotas pour limiter la production des agriculteurs. Réaction d'un.e participant.e pour signaler que cela existe déjà. Peut-être de manière insuffisante ?

Les participants ont-ils formulé des propositions ? Quelles étaient ces propositions ? Comment étaient-elles justifiées ? Ont-elles rencontré des critiques ?

- **Revaloriser le travail d'agriculteur** en démarrnant par leurs revenus afin de leur permettre de se tourner vers des modes de production plus respectueux de l'environnement et des bêtes, et donc de produire des produits de meilleure qualité.
- Inciter les citoyen.ne.s à éviter de consommer dans les supermarchés tout en favorisant les **boucheries artisanales et locales** qui permettent une meilleure valorisation des produits.
- **Réduire l'utilisation des tracteurs** afin qu'elle ne soit plus systématique et contribuer à la réduction de la pollution de l'air et de nos aliments.
- Tendre vers une **autosuffisance agricole nationale** : dans un premier temps cesser les importations de produits que l'on produit déjà en France mais que l'on exporte ensuite.

L'ensemble de ces propositions ne sont évidemment pas si évidentes à mettre en place et peuvent contribuer à la réduction de certaines activités économiques (supermarchés, industries de la plasturgie etc.). Cependant, si certains emplois se verraient supprimés dans un secteur, ce serait pour créer une multitude de nouveaux emplois, voir même de nouveaux métiers. Cette transition permettrait également de permettre à chacun.e de retrouver une réelle fierté au travail.